#### LE MINISTRE FAIT LE HÉROS

D'après des propos repris dans la presse, le ministre Le Maire aurait déclaré: "Je n'ai aucune garantie à l'heure où je vous parle mais ce que je peux vous dire c'est que la décision de Ford, qui était arrêtée la semaine dernière, c'était de fermer définitivement le site de Blanquefort à Bordeaux et que depuis mon intervention (auprès de l'administration Trump et du président de Ford) la décision est suspendue".

Pour ce que nous en savons et tant que Ford n'aura pas déclaré le contraire, la date de cessation totale d'activité de l'usine est toujours fixée au 31 août 2019. Nous ne nous prononcerons pas plus sur ce sujet puisque nous ne savons pas ce qui se joue dans les coulisses du pouvoir. Mais nous constatons encore une fois que tout se passe derrière notre dos. Que des informations nous arrivent par la presse est lamentable et inacceptable!

Entre Ford qui veut se débarrasser de nous, un repreneur qui voudrait en profiter pour nous faire accepter des

reculs sur nos salaires pour son enrichissement personnel et l'État par son ministre Bruno Le Maire qui voudrait sortir de son échec sur l'emploi en nous utilisant pour glorifier son image, il n'y a vraiment pas grand monde pour se soucier réellement des salariés de l'usine!

Même pas nous-même qui les laissons faire tranquillement. Il est grand temps de mettre la pression sur tous ces gens et cela ne pourra se faire qu'en déclenchant un véritable conflit social. à la hauteur des attaques que nous sommes en train de subir.

Rappelez-vous il v a quelques années On avait le gendarme qui rodait dans l'usine



Et beh pas d'bol! On a choppé sa descendance

### LE PSE DE GM&S ANNULÉ!

Une victoire au goût amer. Mais c'est surtout une histoire de dingue. Ce n'est pas la première fois et pas la dernière car c'est ce qui pourrait nous ar-

river si jamais Ford réussit à nous licencier l'année prochaine.

Les salariés de GM&S licencié.e.s à l'été 2017 s'étaient lancé.e.s dans la bataille judiciaire pour faire annuler leur licencier. Et bien la justice vient de leur de prochaine annuler leur licencier. vient de leur donner raison en appel. Le plan de licenciement est annulé car illégal, la DIRECCTE doit retirer son homologation.

Cette victoire n'impose pas de réintégrer les salariés mais permettra d'ob-

tenir aux Prud'hommes des indemnités supplémentaires.

C'est aberrant qu'il n'y ait pas de moyen de combattre en justice un licenciement avant qu'il n'ait eu lieu. Même quand il est illégal! Ford sait à quoi s'en tenir.

Mais, si on peut, il vaut mieux empêcher les licenciements et garder nos emplois que de connaître les situations de chômage des salarié.e.s de GM&S: environ 100 sur les 150 sont aujourd'hui sans CDI, une trentaine à la retraite et une vingtaine ont retrouvé un emploi.

Cette victoire en justice même si elle ne console pas, fait du bien au moral... et au porte-monnaie.

nº 411-32 (19 oct 2018) - Cat-Ford de la lutte pour sauver l'usine et ses emplois

Notre situation était déià assez compliquée et difficile. Et depuis ce lundi, coup de bol, ca devient encore plus difficile.

Certes le ministre, accompaané de Juppé, de Rousset, avec l'ensemble des pouvoirs publics. semblent décidés à mener la bataille pour sauver l'usine.

Les déclarations des uns et des autres, indépendamment de leurs calculs, qui dénoncent catégoriquement la stratégie et les choix de Ford, sont un appui à notre bataille car elle donne une légitimité à notre opposition à la fermeture de l'usine.

Oui cela nous donne raison. Alors auand le ministre en appelle à la mobilisation générale. ce n'est pas maintenant que nous allons lâcher.

Sauf que nous savons que les choses sont archi complexes, semées d'embuches, de coups tordus. Que les conditions de la lutte sont à la fois difficiles et pas touiours très claires.

Malgré les difficultés indéniables, la fatigue, l'usure, les peurs, nous continuons la lutte, même à pas nombreux, pour nos emplois, pour nos vies!

#### FAUT Y ALLER!

C'est à coup sûr primordial, il nous faut réussir cette manifestation du 25 octobre, contre la fermeture de l'usine, pour défendre nos emplois, les emplois de tous. A l'appel des syndicats CGT, FO et CFTC, ensemble, mobilisons-nous pour mettre la pression maintenant et pas quand tout sera joué. C'est le moment de faire du bruit, de nous faire entendre!

#### **25 OCTOBRE - 13H** Place de la republique



872 salarié.e.s 3000 emplois induits dans la région

# **SAUVONS** LES EMPLOIS

**MANIFESTONS** à BORDEAUX

### I OBJECTIF ET 3 BATAILLES : PAS SIMPLE MAIS PAS IMPOSSIBLE !

Notre objectif c'est d'éviter le licenciement, de ne pas nous retrouver à Pôle Emploi, au chômage ou dans la galère de la précarité. Il n'y aura pas de miracle, une usine qui ferme, c'est forcément la catastrophe sociale dans la région. Et pas question de se laisser berner par les promesses et mensonges de Ford comme des cabinets de reclassement. Une fois licencié.e.s, nous serons dans la « merde ».

Mais quoi espérer alors ? Une

bonne reprise, pas bidon, est-ce possible? Quelle confiance dans les pouvoirs publics qui n'ont rien fait pour éviter d'être ainsi au pied du mur ou dans un repreneur surnommé le « Tapis belge » sans scrupule, qui veut commencer par se servir dans nos salaires? C'est la confiance en nous-mêmes qui est nécessaire, car elle nous permet de prendre nos affaires en mains et de défendre nos intérêts.

# FORD, CE LÂCHEUR CYNIQUE ET MENTEUR

C'est la bataille qui fait poser le moins de question. On a en face de nous une multinationale qui veut se débarrasser de nous, liquider une usine et virer tout le monde. Ford veut effacer l'usine pour être certain de ne plus avoir affaire à nous. Nous sommes son cauchemar. Nous avons peut-être per-

du la bataille pour faire rester Ford mais pas celle qui consiste à imposer à Ford de donner les moyens pour permettre une reprise sérieuse.

C'est Ford la clé, c'est à eux d'apporter les productions nécessaires pour la transition et de laisser un fond de garantie. Ford doit plier et doit payer!



## PUNCH, UN « REPRENEUR » SANS SCRUPULE

La seule perspective sérieuse de voir l'usine reprise, c'est à ce jour le belge Punch qui a déjà repris l'usine de GM à Strasbourg en 2013. Il ne semble pas costaud, n'a pas forcément une bonne réputation même si l'usine de

Strasbourg fonctionne pas plus mal qu'ailleurs.

Le plan de reprise nous apparaît fragile, pas forcément crédible, mais cela ne dépend pas que de Punch. Surtout, il veut remettre en cause nos salaires, et

ça, pas question! La bataille c'est faire respecter nos intérêts et donc d'établir nos conditions. Il doit au minimum oublier ses intentions antisociales.

Concernant le plan de production, c'est en lien avec Ford.

## L'ETAT, AVEC NOUS VRAIMENT?

Nous acceptons bien sûr le « soutien » du ministre. Depuis le début nous demandons l'intervention de l'Etat, parce qu'ils ont une grosse

part de responsabilité, en ayant financé Ford sans contrôler, sans exiger le respect

des engagements.

Maintenant, qu'ils agissent et qu'ils se montrent combatifs c'est une bonne chose. Mais à eux de prouver qu'ils agissent pour nous! Car ne soyons pas dupes! C'est parce que nous résistons depuis juin, grâce à nos actions qu'il y a aujourd'hui une possible reprise.

L'usine Ford, c'est près de 3000 emplois induits, alors il est difficile de la laisser fermer, au risque d'apparaître comme inutiles ou inefficaces. Notre mobilisation est notre seule garantie pour maintenir la pression si utile pour changer la donne.



à BORDEAUX

### Nos conditions pour une vraie reprise

Nous défendons l'idée d'une reprise. Mais pas à n'importe quel prix.

Nous mettons à plat l'avait fait.
les conditions minimales pour une solution fiable, viable,
sociale.
l'avait fait.
- Ford de
un fond de
qui assure
coups dur

Nous nous inspirons du contrat de reprise de l'usine GM par le même Punch. Il faut dire que GM avait accepté de « jouer le jeu », ce qui n'est pas du tout le cas avec Ford. Cela complique sérieusement l'affaire, à ce jour du moins.

- Ford doit s'engager sur une production durant 2 ou 3 ans (transition). GM l'avait fait.

- Ford doit laisser un fond de garantie qui assure contre les coups durs notamment en cas de licenciements pour nous si la reprise échoue. GM l'avait fait.

- Il doit être spécifié dans l'accord entre Ford-Punch-Etat qu'il n'y aura pas de licenciements ni de fermeture durant une période minimale, de l'ordre de 5 ans par exemple.

- Enfin, que Punch garantisse le maintien des conditions sociales pour tout le personnel repris.

Avec un tel accord qui garantirait à ce point la sécurité d'une reprise et celle des salariés, on peut penser que Ford, Punch et l'Etat ne pourraient qu'accepter, eux tous si soucieux du social et de notre avenir. Quoiqu'il en soit, nous, salariés, pourrions batailler ensemble sur cette base.